

Les diversités culturelles vivent de l'identité

Antonio Scaglia

Université de Trento

Italie

Colloque réalisé par

L'Observateur Permanent du Saint-Siège auprès de l'UNESCO,

Paris, 14 décembre 2004

Les diversités culturelles vivent de l'identité

Eminence, Monsieur le Cardinal,

Monseigneur l'Observateur Permanent,

Excellences, Messieurs les Ambassadeurs, Délégués Permanents auprès de l'UNESCO

Mesdames et messieurs,

Avant de présenter mon exposé qui vise à introduire le thème « les diversités vivent de l'identité, qu'il me soit permis d'adresser au nom de l'Université de Trente, du Recteur et à titre personnel, Vice-Recteur pour les Relations internationales de mon Université, et comme Doyen de la Faculté de Sociologie, une salutation et les meilleurs vœux pour la réussite de ce Colloque et la sincère satisfaction de voir réalisé, grâce aux soins précieux et fondamentaux de l'Observateur du Saint-Siège auprès de l'UNESCO une initiative d'une portée culturelle et sociale relevante.

Prémisse

A partir des mouvements qui ont révolutionné le monde et l'histoire contemporaine, chaque étape du changement est facilement et assez faussement définie comme « historique » sinon comme introduisant une nouvelle époque, au sens que des éléments sociaux et surtout culturels seraient introduits en remplaçant les structures culturelles de la société et du monde considéré comme ancien.

Les auteurs classiques de l'âge qu'on appelle Modernité ont cru que l'économie, la science et la politique auraient transformé le monde, les nations et les individus et les auraient amenés dans un monde tout à fait heureux. Adam Smith, Karl Marx, Auguste Comte, Herbert Spencer et beaucoup d'autres ont dessiné le parcours que l'humanité aurait fait en direction de la liberté des contraintes auxquelles elle été soumise, aux besoins matériels, à l'ignorance et aux limitations dues au manque de liberté politique. Le chemin de l'humanité au travers de la Modernité a été moins facile que l'on pensait. La liberté et la démocratie sont un rêve compliqué à traduire dans la vie sociale concrète des nations.

Il l'exprimait bien déjà A. de Tocqueville quand il affirmait que :

« Les hommes qui vivent dans les siècles démocratiques où nous entrons ont naturellement le goût de l'indépendance ... Ils aiment le pouvoir ; mais ils sont enclins à mépriser et à haïr celui qui l'exerce et ils échappent aisément de ces mains à cause de leur petitesse et de leur mobilité même. »

Et il en tire la conclusion en affirmant :

« Ces instincts se retrouveront toujours, parce qu'ils sortent de l'état social, qui ne changera pas. Pendant longtemps il empêcheront qu'aucun despotisme ne puisse s'asseoir, et ils fourniront de nouvelles armes à chaque génération nouvelle qui voudra lutter en faveur de la liberté des hommes.»¹

Même le grand sociologue allemand Max Weber voit l'évolution de la démocratie moderne avec un regard critique quand il dit que « la démocratisation et la démagogie marchent ensemble... s'il apparaît clair que les masses ne peuvent plus être considérées comme un pur objet de

¹ Tocqueville de, A., De la Démocratie en Amérique II, Gallimard 1961, p. 449-50.

l'administration... »², Weber croit que la démagogie est un élément peut-être dangereux mais aussi inéliminable de la démocratie moderne.

Et voilà ainsi représenté le problème radical de la démocratie du présent suivant l'opinion de Weber: il voit se reprendre « le pouvoir de rue, typique des peuples plébiscitaire », tandis que « les superbes traditions des peuples politiquement plus mûrs et qui ne sont pas affectés par la couardise se sont toujours et partout gardés, tout en gardant sa tête bien froide, de répondre à la violence avec la violence, d'après d'ailleurs sur le plan purement concret, en essayant de résoudre les tensions qui viennent de surgir, ils produisaient avant tout et tout de suite les garanties d'un ordonnément libre et sans se laisser absolument décevoir par quelque chose de pareille au moment d'assumer ses décisions politiques. »³

Comme a voulu accentuer Jean-Marie Vincent dans son intéressant livre *Max Weber la démocratie inachevée*⁴, la recherche de cet auteur sur la démocratie est marquée par une persistante inquiétude qui commence avec le moment de sa naissance, s'étale et se manifeste même dans l'état de la démocratie actuelle.

Si la politique ne constitue pas un résultat qui signe le triomphe de la modernité, la science n'arrive pas à un meilleur résultat. Comme l'a très bien exprimé Raymond Boudon, le relativisme cognitif a parcouru un trajet qui part du Cercle de Vienne, en passant par Karl Popper et par les études d'histoire de la science de Thomas Kuhn et se termine dans le relativisme radical de P. Feyerabend. Le relativisme cognitif, explique

² Weber, M., *Wirtschaft und Gesellschaft*, V rev. Auflage, p. 861.

³ Ibidem, p. 868. Weber, M., *Gesammelte Politische Schriften*, Mohr (Paul Siebeck), Tübingen 1971, p. 286.

⁴ Vincent, J-M., *Max Weber la démocratie inachevée*⁴, Edition du Félin, Paris 1998.

encore Raymond Boudon⁵, s'établit sur la base de résultats hyperboliques tirées de ces deux sources qu'on a cités tout à l'heure. L'attitude intellectuelle et scientifique qui privilégie le choix hyperbolique marque aussi l'autre relativisme, c'est-à-dire le relativisme culturel.⁶

J'ai voulu rappeler ces éléments qui concernent la politique et la science de la modernité, simplement pour dévoiler l'ambivalence et même sa contradiction reliée au fait qu'elle voudrait mettre ensemble deux choses inconciliables : le caractère tout puissant de la science et le relativisme radical de la même, l'eudémonisme de l'économie et de la politique moderne avec le pessimisme surtout sur les destins de la démocratie. Et de même pour montrer comment ni la prétendue omnipotence des sciences positives ni le relativisme culturel offrent une contribution ni pour comprendre ni pour aborder le problème des diversités sociales et culturelles.

Les diversités vivent de l'identité

Le spécifique de la diversité socioculturelle est constitué par un ensemble bien complexe d'éléments qui donnent vie à la culture. C'est une constellation des valeurs, des mœurs, des normes, propres aux individus, aux groupes, qui se reconnaissent comme un peuple avec son histoire, une politique, et souvent avec une langue commune. Le fait de se reconnaître dans les éléments qui constituent sa culture est appelé « Identité » et il s'agit d'un processus très fort parce que ces éléments appartiennent au sentiment même de la vie et de la survie d'un peuple, de ses groupes et des

⁵ Boudon, R., « Les Sciences Sociales et les deux relativismes », Colloque Université de Trento, *New Economy, New Sociology, New Society*, 25 Octobre 2002.

⁶ *Ibidem.*

individus qui se reconnaissent dans une culture commune. L'identité représente une sorte d'universel, c'est-à-dire qu'il est un élément de base constitutif de n'importe quelle culture et société, une force qui est à la racine tant de la solidarité que des conflits et des guerres, des réactions qui peuvent être violentes comme il arrive par exemple chez des groupes – nations qui se voient méconnues par l'état dans lequel elles sont placées. On pourrait dire alors que la réalité culturelle multiple engendre ou peut engendrer la perception du risque d'une perte d'identité quand on craint qu'une autre culture puisse prévaloir ou attirer ses membres à l'intérieur de l'autre culture.

Les anthropologues et les sociologues du relativisme culturel devraient bien réfléchir sur cet élément de base et constitutif de toute culture et société.

La naissance, l'évolution, les événements qui ont créé une société et sa culture sont contenus dans son histoire qui raconte et explique les faits, les raisons et les choix qui ont amené à la culture du présent.

La variété des sociétés et des cultures est une réalité qui a caractérisé l'histoire de l'humanité.

Ce Colloque sur les diversités culturelles (l'UNESCO a déployé nombreux efforts pour approfondir le thème) touche un point extrêmement sensible pour celle qu'on appelle la Communauté internationale. Or, je pense qu'il y a une bonne raison si l'Observateur Permanent du Saint-Siège se fait le promoteur d'un Colloque sur les diversités culturelles aujourd'hui. Le Christianisme, beaucoup plus que d'autres religions et l'Eglise Catholique en particulier, possède une expérience historique et voit une multiplicité de

cultures qui vivent dans le cadre qu'on appelle Eglise Catholique. Il y a eu des moments et des épisodes où le Catholicisme a représenté la culture des états absolus et de la domination coloniale. Mais la Bonne Nouvelle qui se synthétise dans l'Annonce que l'homme est fils de Dieu, constitue un puissant facteur d'égalité et d'égale dignité entre les hommes, et ce fait empêche que de pareils épisodes puissent être considérés comme centraux et signifiants du Christianisme et du Catholicisme.

Les différentes identités amènent – elles nécessairement aux conflits ?

En principe l'identité culturelle est une force qui travaille dans la direction de la préservation de ses caractères spécifiques et chaque culture est prête même à se battre pour conserver son intégrité. Si on peut pas affirmer que toutes les guerres n'ont pas eu origine le fait que les sociétés se sentaient ou étaient vraiment attaquées dans leur intégrité culturelle, on peut au moins dire que cette motivation est presque toujours à la base de l'engagement des gens à sacrifier même leur vie pour la patrie et pour la nation (l'étymologie de ces mots est rattachée à des valeurs aussi fondamentales et ont à faire avec la part du sacré de la société et de la culture. E. Durkheim dirait que le sacré et le social sont finalement la même chose).

C'est une opinion commune que la modernité produise l'effort de ne plus considérer la guerre comme moyen pour résoudre le conflit entre les nations et les états. S'il est vrai que les Organismes de la Communauté internationale affirment ces principes, plusieurs autres guerres continuent à se reliair à de forts sentiments culturels. Ils transforment les individus et les groupes en combattants qui tuent ou se font tuer pour maintenir

l'identité culturelle qu'ils estiment menacée par une autre et ils font parler de « guerre juste ». ⁷.

Ce point pourrait être exprimé par la question suivante : est que l'identité d'une société peut survivre avec la tolérance envers les autres cultures ? Autrement dit : il s'agit de savoir si et dans quelle mesure une culture peut renoncer à considérer son identité comme relative par rapport aux autres cultures. La réponse de ceux qui soutiennent le multiculturalisme est connue. Ils pensent que la relativité des cultures va se terminer dans une société globale dans laquelle toutes les identités se confondent et se mêle avec les autres, c'est-à-dire que les diversités vont disparaître.

Il y a peu de mots si souvent utilisés aujourd'hui comme celui de « globalisation ». L'opinion commune considère très répandue une dynamique économique et culturelle du marché des biens économiques, des forces de travail et des échanges et de ce qu'on appelle « contaminations culturelles ».

En réalité les choses se déroulent autrement. Un sociologue sérieux qui aime se tenir aux données comme John Goldthorpe⁸ montre d'une façon très claire que s'il y a des tendances en direction d'un plus fort réseau d'échanges économiques et de l'information, on est bien loin de l'annulation des communautés locales et des cultures spécifiques et même de la structure de classe sociale ; Goldthorpe oppose les données aux théorisations de sociologues très connus comme Ulrich Beck, Manuel Castells, Giddens, Anthony etc..

⁷ Et, il est à mon avis une théorie chère à la politique et un issu qui descend de l'Illuminisme que la modernité va substituer les éléments irrationnels tels qu'ils sont les traditions et les valeurs qui ne sont pas cohérents avec une logique rationnelle du droit et de la politique

⁸ J. H. Goldthorpe, "Globalization and Social Class", West European Politics, 2002, 25, 3, 1-2.

Les sociétés et les cultures continuent s'affirmer et poussent certains auteurs à hypothiser un *Crash of Civilisation* (Huthington). Une façon pour comprendre d'avantage la théorie de la globalisation comme une simplification incorrecte de la réalité sociale.

Les peuples de l'Asie et de l'Afrique ont des identités très fortes. L'Europe est traversée par des courants idéologiques xénophobes et les problèmes de la coexistence des cultures, des religions, d'ordonnancement juridiques différents constituent un problème de plus en plus un sérieux.

Je crois que on n'est pas loin de la réalité si on affirme que l'Europe est aujourd'hui dans un dilemme: d'un coté, il y a la nécessité de repérer des forces de travail hors d'Europe en grande quantité, et de l'autre coté, les nations européennes expriment le sentiment que les identité nationales et culturelles se sentent menacées.

En outre, le relativisme sur lequel s'appuie aussi l'idéologie de la globalisation ne constitue absolument pas une aide pour comprendre et moins encore pour aborder la situation complexe de l'Europe. Le relativisme se révèle être un facteur corrosif de l'identité culturelle et les intellectuels ne s'aperçoivent pas que le relativisme n'est pas seulement une erreur logique ; il est en même temps une idéologie qui coupe les racines vitales des cultures et des sociétés.

Les peuples qui ont dessiné et dirigé l'histoire, qui ont dicté le développement du monde, ont toujours été marqués par une foi très forte dans leurs identités. Leur déclin a commencé lors quand ils ont perdu leur foi et on laissé faiblir leur identité.

Lorsque l'Empereur Constantin le Grand déclara le Christianisme religion de Empire romain, celui-ci était païen (il ne se fit baptiser que sur le lit de

mort) ; il avait compris, même si la majorité de la population était païenne, que des gens qui étaient décidés à se faire tuer pour tenir foi à ses convictions religieuses étaient les gens du futur.

Il se peut que la dérive relativiste ne s'arrête pas en Europe et ce n'est pas un signe de vitalité sociale et culturelle.

Une Constitution qui ne l'est pas

Une démonstration de cette faiblesse se révèle dans le texte du « Traité constitutionnel » de l'Union Européenne.

La question qui se pose aujourd'hui est celle-ci : dans quelle mesure peuvent coexister de façon pacifique identités culturelles fort différentes dans ce qu'on appelle aujourd'hui le *multiculturalisme*?

La réponse qui découle de l'idéologie dominante est que cette perspective n'est pas seulement une possibilité mais plutôt une conclusion nécessaire et inévitable, dès que ce qu'on appelle la *globalisation* produira l'épanouissement des diversités culturelles, religions comprises, l'affaiblissement des identités dans le grand mélange d'une société « globalisée ».

Des sérieuses analyses sociologiques sont en train de démentir cette hypothèse qui plaît d'ailleurs beaucoup à l'opinion publique (« elle est vraie par ce que elle est utile » comme dit R. Boudon en reprenant Pareto).

De fait, ni le marché des biens et du travail ne se globalisent d'une façon radicale, comme l'affirment de multiples auteurs, ni les sociétés ni les cultures ne vont se confondre dans l'indistinct d'un nouveau melting pot.

Au lieu de s'affaiblir, le phénomène de la religiosité s'accroît et se

renforce (Michèle Hervieu Léger), les identités nationales sont le vrai problème et peut être même la vigueur de l'Union Européenne.

La tâche politique réside dans le fait de proposer et construire la coexistence des différentes et nécessaires identités de chaque société, nation et culture sans que ceci cause l'affaiblissement ou la perte de sa propre identité. Il existe d'anciens modèles expérimentés dans l'histoire qui paraissent assurer des résultats acceptables dans ce domaine comme les Confédérations, les Unions de plusieurs nations garanties dans ces identités spécifiques par la loi constitutionnelle. Malheureusement, jusque à présent, l'Organisation des Nations Unies n'a pas réussi à résoudre d'une façon tout à fait efficace le vrai problème de l'âge de la modernité ; elle l'a peut être seulement abordé : le problème de conjuguer les identités des peuples et la tolérance qui puissent s'exprimer politiquement dans un gouvernement mondial.

Si on considère l'identité socio culturelle un élément structurel, les formes politiques qui la rend possible apparaissent comme l'instrument qui la fait naître, qui la fait vivre, qui peut la renforcer, l'amoindrir ou même qui la peut faire disparaître.

Dans le débat déclenché par la présentation publique du « Traité Constitutionnel de l'Union Européenne », beaucoup de juristes, sociologues et politologues ont remarqué que ce document est bien loin d'être ce que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789, exigeait d'une Constitution à l'article 16. L'article cité, tout en refusant et dépassant les positions de l'absolutisme, définit et garantit la personne humaine, son statut social et ses nécessaires pertinences

individuelles, sociales et politiques et parvient à l'affirmation célèbre selon laquelle :

«Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution ».

On était arrivé à cela à travers un complexe processus culturel, social et politique qui mûrit surtout en Angleterre et dans l'Amérique du Nord et qui se conclut dans deux principes juridiques fondamentaux et articulés pour la tutelle des droits fondamentaux de l'homme et aux idées de liberté, égalité et de solidarité. L'autre principe a à faire avec l'organisation des pouvoirs publics, organisation qui s'inspire aux idées de démocratie, légalité et de pluralisme.

On sait parfaitement que l'Union Européenne ne sait être ni un état ni une fédération d'états, ce qui l'empêche d'avoir une Constitution ce qui fait surgir la lourde question de la légitimation démocratique de cette entité politique. Mais ceux-ci ne sont pas les uniques problèmes de l'Union Européenne. Il y a un problème bien plus lourd et profond.

Le vrai élément de faiblesse de l'entité Union Européenne paraît être le cœur presque inexistant des principes culturels, idéaux et éthiques communs sauf peut-être le relativisme que l'on confond du fait d'un malentendu avec esprit libéral, mais ce dernier est tout à fait autre chose. De son côté, le relativisme n'est pas seulement théoriquement faux et empiriquement insoutenable, il est même destructif, d'autant plus que le relativisme, dans une opinion publique simpliste mais fort répandue, est souvent considéré comme le pendant d'une attitude et d'une idéologie libérale : à partir de là, on entend avec ce mot le relativisme absolu des

valeurs, des croyances, des principes. Le libéralisme dont Raymond Boudon parle et argumente dans un des ses derniers ouvrages en s'interrogent pourquoi les intellectuels ne l'aiment pas⁹ représentait avec le marxisme, à côté de l'inspiration sociale chrétienne, l'une des idéologies qui ont marqué, souvent aussi sous forme de conflit mais aussi avec la force qui est propre aux idées qui prennent les esprits et motivent les peuples, les nations des nations de l'Europe.

Selon ceux qui critiquent le « Traité Constitutionnel de l'UE », les principes idéaux, les principes des Droits de l'Homme et du gouvernement politique démocratique et du pluralisme apparaissent traînés, presque octroyés par les Constitutions des états européens, tandis que l'esprit et l'âme du Traité de l'Union Européenne semble être constitué d'une part par le souci de garantir les rapports de forces entre les états et de l'autre de faire de l'Europe une entité économique compétitive au niveau international. Ce dernier idéal, produit une identité faible et contradictoire, sinon le sentiment parmi les européens que l'unique valeur importante de la nouvelle entité politique est avoir des budgets nationaux en règle, de respecter « le pacte de stabilité » et de s'identifier avec un corps politique pour lequel les nations ont très peu de considération et où cela ne fait guère d'importance elles veulent le bien être comme résultat de la solidarité. Rien n'a de pouvoir contre cette idéologie du budget et de la compétitivité comme valeur absolue qui ménage tout et gouverne tout. Les valeurs religieuses, les valeurs de la solidarité et d'autres valeurs immatérielles sont en effet délégitimées par les deux facteurs dominants du relativisme et de l'économisme qui se soutiennent l'un l'autre. Il est

⁹ Boudon, R., Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme, Paris, Odile Jacob 2004.

redoutable que cette constellation des valeurs pragmatiques puisse donner forme et une âme à une Europe qui se veut douée d'une identité profonde et solide. Au contraire, l'Europe semble être arrivée au stade « de la cage d'acier » c'est-à-dire à la prison bureaucratique sans être passée par le stade d'une naissance Charismatique. C'est l'absence d'un univers de valeurs fortes et partagées qui se reflète dans le manque de force qui doit être la base et la motivation pour affirmer les principes irrénoncables d'une Constitution. Il nous reste alors nécessairement de conclure que l'Europe manque d'une identité, au moins d'une identité suffisante.

Ce qu'affirme un juriste en droit constitutionnel, qui en admettant ces limites, c'est à dire qu'il n'a ni une vraie Constitution de l'UE, ni un peuple européen me paraît peu réconfortant : selon lui, on aurait comme résultat une *multilevel democracy* au sens que la charte constitutionnelle européenne attribue une attention particulière aux réalités régionales et locales en se détachant de la centralité presque exclusive de l'état.

Le pouvoir acquis par les réalités locales démontre d'avantage la vitalité des sentiments d'appartenance et d'identité à la différence des liens toujours plus faibles entre l'état et de l'Union des états : il ne pourrait être d'ailleurs autrement.

Et la situation de l'Union européenne et des états qui la constituent, de la force des états qu'elle est obligée de reconnaître montre une fois de plus que les diversités et aussi leur coopération ne peuvent vivre que d'identité.

En forme de conclusion

Après avoir essayé d'exprimer quelques considérations sociologiques sur la relation entre diversité culturelle et identité, je dois en même temps avouer que le résultat atteint s'arrête au plan des idées et il se situe peut-

être au niveau du statut incertain du rapport que, sans céder sa nécessaire stabilité et son unité irréfutable psychologique et culturelle, l'identité d'un peuple puisse passer à une attitude relativiste qui se conjugue dans l'affirmation et dans l'au-delà de la force d'accepter que les idées, les sentiments, les mœurs et les valeurs d'une culture « autre » soient aussi vraies comme les siennes.

Ceci paraît tout à fait simple pour l'idéologie d'une société libérale comme notre société des lumières, dominée par les sciences et par les solutions technologiques se prétend de l'être. Des faits historiques affreux ont démenti d'une façon très lourde les rêves optimistes de la modernité de l'Illuminisme. Jamais on a vu tant de meurtres, de tués et de morts de guerre, de persécutés en raison d'une différente appartenance de race comme dans les siècles de la Modernité.

Alexis de Tocqueville pensait que nul Age comme le sien avait amené des changements sociaux, économique, culturels et politiques si profonds, mais il remarquait en même temps combien il était difficile de réaliser l'égalité, la liberté et la capacité de maîtriser l'histoire à partir du peuple parmi lequel on naît et on vit. L'enjeu de mettre ensemble identité et diversité se révèle être très complexe et difficile ; Il y a plusieurs facteurs en jeu et Tocqueville les cite en conclusion du deuxième tome de son splendide ouvrage :

« Je n'ignore pas que plusieurs de mes contemporains que les peuples ne sont jamais ici-bas maîtres d'eux-mêmes, et qu'ils obéissent nécessairement à je ne sais quelle force insurmontable et inintelligente qui naît des événements antérieurs, de la race, du sol ou de climat."

Et ceci a à faire avec les puissances de l'irrationnel dans les cultures. Et il rajoute pour reprendre le rôle de la liberté:

« Ce sont les fausses et lâches doctrines, qui ne sauraient jamais produire que des hommes faibles et des nations pusillanimes : la Providence a créé le genre humain ni entièrement indépendant, ni tout a fait esclave. Elle trace, il est vrai, autour de chaque homme, un cercle fatal dont il ne peut sortir ; mais dans ces vastes limites, l'homme est puissant et libre ; ainsi des peuples.

« Les nations de nos jours ne seraient faire que dans leurs sein les conditions ne soient pas égales ; mais il dépend d'elles que l'égalité les conduise à la servitude ou à la liberté, aux lumières ou à la barbarie, à la prospérité ou aux misères. »

(De la démocratie en Amérique II, chapitre VIII).

Il reste alors aux citoyens, à la société civile de s'engager dans la responsabilité.

La réalité qui nous contourne ne parait pas avoir changé beaucoup depuis lors. Et en même temps, la responsabilité de la médiation entre identité et tolérance des diversités dépend des sociétés et des cultures.

Il faut de même dire que les énergies qui sortent des valeurs ont souvent provoqué dans la société civile et dans la politique des changements que la seule évolution matérielle de la société ne réussi pas à obtenir.